

Les parents d'élèves dénoncent la fermeture des cantines scolaires

Page 2

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 4995 - Dimanche 2 février 2020 - Prix : 10 DA

Présidence de la République
Le Conseil des ministres tiendra demain sa réunion

Page 3

Fruits et légumes

Les prix se maintiennent à des niveaux élevés

Page 2

«Ce n'est qu'un au revoir mes frères»

Par Mohamed Habili

Voilà, c'est fait, la Grande-Bretagne est officiellement sortie de l'Union européenne ! Ce qui ne s'est pas fait tout seul, puisqu'il a fallu plus de trois ans pour qu'on en arrive là. Il ne reste plus qu'une seule chose pour qu'elle-même puisse passer vraiment à autre chose... à quitter véritablement l'Union européenne. Car le fait que tout ce qu'elle compte de brexiters ait fêté la sortie, ce 31 janvier, ne signifie pas qu'elle ait tourné ce jour-là une page ouverte il y a 47 ans. Il lui faut encore patienter au moins jusqu'à la toute fin de cette année, ainsi que l'énonce l'accord de sortie. Encore qu'il ne tienne qu'à elle qu'elle reste plus longtemps membre de second ordre de l'UE, ce que ce 31 janvier à minuit heure de Bruxelles, pas même de Londres, où il n'était que 11 heures, elle est justement devenue. A la dernière séance du Parlement européen où ses représentants étaient là, ceux des 27 membres restants, ont seriné à leur adresse: « Ce n'est qu'un au revoir mes frères », la célèbre chanson écossaise. Une manière de leur dire que s'ils comptent revenir, la porte reste ouverte devant eux. A supposer que cela ne signifie pas plutôt : vous partez, soit, mais voyez-vous, nous qui restons sommes certains que vous allez bientôt vouloir revenir. Voilà pourquoi le gouvernement de Boris Johnson fera son possible pour que son pays quitte dans une année exactement, pas un jour de plus. Dans tous les cas de figure cependant, cette prédiction ne pourra se réaliser que dans plusieurs années.

Suite en page 3

Visite d'Etat

Le Président Kaïs Saïed aujourd'hui à Alger



Ph/D. R.

A l'invitation de son homologue Abdelmadjid Tebboune, le président de la République tunisienne, Kaïs Saïed, entame aujourd'hui une visite d'Etat en Algérie. Lire page 3

Tarifification des sachets de lait

Enquêtes ouvertes dans 11 unités de lait pasteurisé

Page 4

Maison de la culture Mouloud-Mammeri de Tizi Ouzou

Exposition du plasticien Djamel Hoceini

Page 13

Fruits et légumes

Les prix se maintiennent à des niveaux élevés

■ Les arguments avancés par les vendeurs sont les prix élevés à l'achat chez les grossistes en cette période de l'année. Au final, confronté à cette hausse, le consommateur doit gérer afin de ne pas trop esquinter sa bourse. Les tarifs des produits agricoles affichés hier donnent froid dans le dos et face à cette situation les citoyens n'ont de cesse de se plaindre, mais en dépit de cela, ils achètent. «On n'a pas le choix», nous a confié un père de famille.

Par Meriem Benchaouia

Les prix des fruits et légumes restent élevés mais aucune tendance haussière n'a été constatée hier dans les marchés de la capitale. Sur les étals, les marchandises continuent à afficher les mêmes prix. Toujours est-il que ces prix restent exagérés et inaccessibles pour les petites et moyennes bourses. Les produits agricoles sont particulièrement chers et la mercuriale est loin de satisfaire le consommateur. Le maintien de cette flambée s'explique difficilement. «Certes, les prix n'ont pas augmenté mais ils sont déjà assez élevés», affirme un père de famille. Le constat est sans appel, il faut payer cher pour acheter des légumes. Il est clair, pour tous les citoyens, que le diktat des intermédiaires reste de mise. Un diktat qui persiste tout au long mais qui tend à devenir encore plus étouffant. Les arguments avancés par les vendeurs sont les prix élevés à l'achat chez les grossistes en cette période de l'année. Au final, c'est le consommateur confronté à cette hausse qui doit

gérer afin de ne pas trop esquinter sa bourse. Les tarifs des produits agricoles affichés hier donnent froid dans le dos et face à cette situation les consommateurs n'ont de cesse de se plaindre, mais en dépit de cela, ils achètent. «On n'a pas le choix», nous a confié un père de famille. Une tournée à travers les marchés renseigne suffisamment sur l'état d'esprit des consommateurs. Sans surprise, les Algériens sont réellement inquiets, voire désespérés. Les prix sont vraiment hors de portée de la bourse moyenne. Pour de nombreux consommateurs cette spéculation est due au manque de régulation du marché. Ils demandent à l'État de prendre ses responsabilités pour permettre aux ménages de survivre. De nombreux chalandes rencontrés ont exprimé leur mécontentement à l'égard de ces prix, expliquant ce fait par la spéculation et le monopole exercés par certains détaillants en l'absence, notamment, d'un contrôle et d'un suivi des marchés de gros et des chambres froides. Ainsi, la pomme de terre a été cédée hier jusqu'à 70 DA le kilo dans la majorité des marchés et rares étaient les marchands qui la proposaient à 65 ou 60 DA. Ce tubercule réputé comme légume des pauvres est désormais inaccessible pour les petites



bourses. Quant à la tomate, elle ne descendait pas sous la barre des 140 DA/kg et la laitue était cédée à 150 DA. Les navets et la carotte étaient vendues entre 70 et 90 DA/kg. La même fourchette des prix était maintenue du côté des marchands ambulants. Leurs prix ne différaient pas de ceux affichés sur les

ardoises exposées dans les marchés. L'oignon, incontournable légume pour les ménagères, était proposé entre 60 et 70 DA/kg. Les haricots verts à 360 DA, les poivrons entre 120 et 150 DA et les courgettes à 130 DA. Pour ce qui est des fruits de saison, il faut dire que cette année le marché enregistre une large

disponibilité mais les prix restent élevés et hors de portée pour la majorité des ménages. Ainsi, la banane était cédée entre 210 et 230 DA le kg, les oranges entre 140 DA et 170 DA, les mandarines entre 180 DA et 220 DA. Les pommes à 200 DA et les dattes entre 600 DA et 800 DA, selon la qualité.

Levée de l'immunité
«Aucune
demande»
n'a été adressée
à la présidence
de l'APN

LE MINISTÈRE de la Justice a affirmé, hier, dans un communiqué, qu'aucune demande n'a été adressée à la présidence de l'Assemblée populaire nationale (APN) pour la levée de l'immunité de 20 parlementaires appartenant à trois partis politiques. Certains médias «ont publié des informations selon lesquelles le ministère de la Justice aurait adressé une demande à la présidence de l'APN pour la levée de l'immunité de vingt parlementaires», a noté le communiqué, ajoutant que le ministère «dément ces informations et affirme qu'elles sont dénuées de tout fondement». Le ministère a dit «n'avoir engagé aucune procédure de ce type, ni en direction des députés du parti du Front de libération nationale (FLN), ni de ceux du parti du Rassemblement national démocratique (RND) ou de ceux du parti Tajamou Amel El Djazair (TAJ), à l'exception des cas annoncés officiellement par l'APN», a conclu le communiqué. (APS)

S'engageant à en parler au ministre de l'Education

Les parents d'élèves dénoncent la fermeture des cantines scolaires

La majorité des cantines scolaires n'ont pas encore ouvert leurs portes et celles qui sont ouvertes servent aux élèves du cycle primaire des repas froids «pain plus fromage ou pain plus une orange». À cet effet, dénonçant ce phénomène, l'Association des parents d'élèves s'est engagée à en parler au nouveau ministre de l'Education, Mohamed Ouadjaout, lors de leur rencontre bilatérale pour y trouver «des solutions durables». Malgré les annonces du président de la République de mesures telles que le renforcement des cantines et du transport scolaire à travers tout le territoire national, notamment dans les régions enclavées, les zones rurales et les régions du Sud et de l'intérieur, l'école algérienne demeure hantée par les problèmes. En effet, à quelques semaines de la fin du deuxième trimestre, la majorité des cantines scolaires sont toujours fermées. Contacté par téléphone, le président de l'Association des parents d'élèves a expliqué ce problème qui surgit chaque année scolaire par «le manque de formation des nouveaux membres des APC». «Les membres des APC ne sont pas formés pour prendre en



charge la gestion des cantines, c'est donc un handicap pour les APC et pour les cantines qui en dépendent», nous expliquera Khaled Ahmed. Il ajoutera qu'«il y a des présidents d'APC qui ne font pas leur travail. La gestion des cantines primaires est une des tâches qu'ils doivent assurer, mais malheureusement depuis le début de l'année scolaire, il y a beaucoup de cantines primaires qui sont fermées. Il faut instaurer une loi stricte contre les maires, soit ils font leur travail convenablement, soit ils doivent laisser

les autres le faire». Selon notre interlocuteur, si ce problème persiste «c'est aussi à cause du manque de personnel qualifié. En effet, certains établissements primaires ont le matériel qu'il faut mais n'ont pas de cuisiniers, de serveurs, notamment dans les régions enclavées, les zones rurales et les régions du Sud où on sert des repas froids aux élèves». Le président de l'Association des parents d'élèves a précisé que «chaque semaine on fait deux à trois visites aux établissements pour

constater les problèmes dont souffrent nos écoles et écoliers. Parmi ces besoins on retrouve le manque de transport, les cantines fermées, des chauffages éteints et autres problèmes encore qu'on présentera au nouveau ministre de l'Education nationale lors de notre prochaine réunion, car notre première rencontre a été une rencontre de prise de contact qui a regroupé l'Association des parents d'élèves et la Fédération et l'Organisation des parents d'élèves». Et d'ajouter : «Nous avons évoqué vaguement les problèmes que nous rencontrons, en tant que représentants de parents d'élèves, avec certains directeurs de l'éducation, et les établissements scolaires qui menacent ruine dans certaines wilayas. Le ministre s'est engagé à vérifier ces dossiers. Mais concernant les problèmes pédagogiques et sociaux du secteur, il nous a expliqué que ce sera des dossiers qui seront discutés prochainement lors des rencontres bilatérales. Quand notre date sera fixée on posera nos problèmes au ministre et on tentera de trouver des solutions durables et efficaces». **Thinine Khouchi**

Visite d'Etat

Le Président Kaïs Saïed aujourd'hui à Alger

A l'invitation de son homologue Abdelmadjid Tebboune, le président de la République tunisienne, Kaïs Saïed, entame aujourd'hui une visite d'Etat en Algérie.

Par Lynda Naili

L'annonce étant faite via un communiqué de la Présidence, il s'agit de la première étape d'une série de visites officielles de Kaïs Saïed à l'étranger. Par cette visite d'Etat d'une journée, Kaïs Saïed, qui a atteint les 100 jours à la tête de la jeune démocratie tunisienne, va honorer sa promesse faite lors de sa prestation de serment, le 23 octobre 2019, à l'occasion de son accession à la magistrature suprême de la Tunisie, de faire de l'Algérie la première destination de ses déplacements à l'étranger, hormis celle effectuée au Sultanat d'Oman pour présenter ses condoléances après la mort du sultan Qabous.

A ce titre, ce déplacement présidentiel officiel qui «s'inscrit dans le cadre des relations historiques et privilégiées unissant les deux pays», a «pour objectif de développer la coopération entre la Tunisie et l'Algérie dans plusieurs domaines vitaux. Il s'agit notamment de l'énergie, du commerce, de l'investissement, du transport et du tourisme», relève la même source, celle du communiqué de la Présidence tunisienne. Ce sera par ailleurs «l'occasion de renforcer la coordination et la consultation concernant les questions d'intérêt commun, dont en premier lieu la situation en Libye, le plan de paix pour le Proche-Orient proposé par le président américain Donald Trump et la cause palestinienne», ajoute le même document, qui souligne que la coopération



tion touristique des Algériens, suivie de la Turquie. Par ailleurs, au titre des relations historiques et privilégiées liant les deux pays, le président tunisien Kaïs Saïed a rendu hommage le 22 janvier dernier au palais de Carthage à la moudjahida Djamilia Bouhired, l'une des figures emblématiques de la révolution algérienne, et l'a décorée «des insignes de grand officier de l'Ordre de la République tunisienne». «Il s'agit d'un signe de reconnaissance de sa place et de ses longues luttes pour la libération de l'Algérie du colonialisme français et pour sa lutte continue pour la défense des libertés», selon l'agence de presse tunisienne TAP.

Largement élu le 13 octobre dernier, Kaïs Saïed, après une tentative rejetée, n'a toujours pas de nouveau gouvernement. Ce qui pourtant ne l'empêche pas de faire de la relance de l'économie tunisienne qui n'a connu que 1,4 % de croissance en 2019 et ne parvient pas à réduire un chômage dépassant les 15 %, alors que l'inflation s'est stabilisée à plus de 6,5 %, une de ses priorités. En outre, avec son souverainisme fortement prôné dans la lignée de sa campagne électorale, Kaïs Saïed, en matière de politique extérieure, affiche clairement «sa doctrine». C'est ainsi qu'il s'est fermement opposé au président turc de suivre la ligne d'Ankara sur le dossier libyen, ou encore rejeter l'invitation allemande d'Angela Merkel pour la Conférence de Berlin sur la crise en Libye, parce que jugée trop tardive.

L. N.

intermaghrébine est également portée sur l'agenda présidentiel. Notons, dans ce contexte, qu'outre les investissements communs algéro-tunisiens, confortés par l'accord commercial préférentiel signé entre les deux pays et l'adhésion à la Zone arabe de libre-échange qui constituent des étapes qui permettent de renforcer les échanges commerciaux et la diversification de leurs sources et ont connu une croissance et une dynamique soutenues ces

dernières années, en termes d'échanges commerciaux entre les deux pays, les importations tunisiennes de l'Algérie ont dépassé, durant les neuf premiers mois de l'année dernière, environ 1 milliard d'euros dont 90 % sont des hydrocarbures et dérivés. Les exportations vers l'Algérie sont d'une valeur de 300 millions d'euros. D'autre part, avec un taux de 2 millions de touristes enregistrés durant la dernière saison estivale, la Tunisie reste la première destina-

Présidence de la République

Le Conseil des ministres tiendra demain sa réunion

Le Conseil des ministres tiendra, lundi 3 février, sa réunion périodique qui sera présidée par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, et ce au lieu de dimanche 2 février, en raison de la visite du président de la République tunisienne, Kaïs Saïed, prévue le même jour, indique, hier, un communiqué de la Présidence. «Le Conseil des ministres tiendra, lundi 3 février

2020, sa réunion périodique, sous la présidence du Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, et ce au lieu de dimanche 2 février, en raison de la visite du président de la République tunisienne prévue le même jour», note le communiqué. L'ordre du jour du Conseil portera sur «l'examen des dossiers relatifs aux secteurs de l'Education nationale, de la

Formation et l'Enseignement professionnels, des petites et moyennes entreprises (PME), des start-up et de l'économie du savoir», ajoute la même source. Il s'agira également d'examiner la problématique de la sécurité routière et d'adopter un plan d'urgence pour la relance du développement local dans les régions montagneuses, les Hauts-Plateaux, le Sud et les régions

périphériques des grandes villes, notamment en matière d'alimentation en eau potable (AEP), d'approvisionnement en électricité et de raccordements au gaz, outre les structures scolaires et le transport. Le plan d'urgence porte également sur la mise en place de mécanismes de solidarité de proximité», conclut le communiqué.

Hani Y./APS

Maladies rénales

Identifier les champs d'examen médicaux pour éviter le diagnostic erroné

Les participants à un séminaire médical sur la néphrologie, tenu hier à El-Oued, ont mis en avant la nécessité d'identifier les champs d'examen médicaux pour éviter le diagnostic erroné des maladies rénales. Le néphrologue Youcef Oussaid a, dans ce cadre, mis l'accent sur l'importance des campagnes de sensibilisation et d'orientation en direction des praticiens spécialistes et généralistes pour déterminer les champs des examens médico-chirurgicaux, mesure, a-t-il indiqué, qui s'inscrit au titre de l'organisation de la pratique médicale et la

prévention des maladies des pathologies rénales. «Les services de la santé doivent identifier, dans le cadre de la mise en œuvre du programme de dépistage précoce des maladies rénales, les champs de diagnostic par la relance des activités des commissions d'inspection et d'accompagnement au niveau des directions de la santé et de la population des wilayas», a préconisé le D' Oussaid. Le président de l'Association des néphrologues privés algériens, D' Djamel Zouakou, a, de son côté, évoqué les dangers encourus d'un diagnostic hâtif et erroné qui serait à

l'origine de maladies rénales chroniques chez de nombreux patients. L'intervenant a, dans ce cadre, mis en avant la mission informative et coercitive du Conseil national de déontologie médicale, notamment en termes de définition des champs de diagnostic par les praticiens en fonction des spécialités médico-chirurgicales à travers l'orientation, en premier lieu, et la sanction en second. Le traumatologue Abdelkader Melouka a, pour sa part, abordé l'utilisation empirique des anti-inflammatoires d'arthrite, de certains antibiotiques entraî-

nant une intoxication rénale, notamment chez les diabétiques et autres qui souffrent d'hypertension artérielle (HTA). Les participants ont plaidé pour le recours aux référents scientifiques dans l'administration des médicaments aux patients, notamment chez les plus âgés, et le respect par les officines des ordonnances médicales, en vue de prémunir le patient des maladies rénales. Les intervenants qui ont, à ce titre, fait savoir que la contraction des maladies rénales est due largement aux maladies chroniques, dont le diabète et l'hypertension

artérielle, ont relevé qu'entre deux à quatre millions de personnes sont atteints des maladies rénales en Algérie, et 30 000 sont des insuffisants rénaux. Initiée par l'Association des néphrologues algériens privés, cette rencontre scientifique qui regroupe, deux jours durant, des néphrologues et praticiens généralistes de l'intérieur et de l'extérieur du pays, a été riche en communications inhérentes aux maladies rénales, l'hypertension artérielle, le diabète, la dialyse et la transplantation rénale.

G. H.

LA QUESTION DU JOUR

«Ce n'est qu'un au revoir mes frères»

Suite de la page une

Les Britanniques ne vont pas redemander à être réintégrés au bout d'une année, quand bien même ils auraient parfaitement compris la grande erreur qu'ils avaient faite, en voyant en particulier leur économie décliner à vue d'œil. Ce n'est en effet que dans cette hypothèse qu'ils redemanderaient à redevenir membre de l'Union européenne. Dans le cas où à l'inverse ils s'en trouveraient mieux dehors que dedans, il est clair que ce ne seraient pas eux qui voudraient revenir, mais d'autres membres qui seraient tentés de suivre leur exemple, au grand désespoir d'ailleurs des euro-enthousiastes. Voilà pourquoi on pourra compter sur l'Europe pour faire en sorte que le brexit soit un lamentable, un dissuasif échec. Aucun de ceux des membres qui attendent de voir comment va tourner cette première sortie de l'UE ne devra pouvoir se convaincre un jour ou l'autre qu'elle est un exemple à suivre. Ou même seulement qu'elle mérite d'être prise en considération pour tel ou tel de ses aspects. On rapporte qu'interrogé à cet égard par quelqu'un qui était présent à une rencontre relativement récente avec des hommes d'affaires, le président français n'aurait pas caché qu'il ne souhaitait pas que la Grande-Bretagne se trouve mieux à l'extérieur qu'à l'intérieur de l'Union européenne. On comprend pourquoi : il y va de l'avenir même de cette dernière. Tout européen convaincu, ce qu'est sans conteste Emmanuel Macron, ne peut que souhaiter que le premier pays à quitter l'union ait bientôt toutes les raisons de le regretter. De sorte qu'on peut dire que le brexit n'a pas cessé de constituer une menace non seulement pour la cohésion de l'UE mais pour son existence. Les Européens n'en ont pas encore eux non plus fini avec lui. Eux non plus ne sont pas encore passés à autre chose, il s'en faut. Tout comme la Grande-Bretagne finalement, sauf que ce n'est pas exactement du même point de vue ni pour les mêmes raisons. M. H.

Tarification des sachets de lait

Enquêtes ouvertes dans 11 unités de lait pasteurisé

■ La direction régionale du commerce de Saïda a annoncé l'ouverture d'enquêtes au niveau de 11 unités de production de lait pasteurisé conditionné dans des sachets en plastique, à travers 6 wilayas de l'ouest du pays, pour s'assurer du respect du prix officiel dans les opérations de vente, a-t-on appris de son directeur.

Par Ihsane D.

Hellaili Amar a indiqué à l'APS que la direction régionale du commerce a donné des instructions aux 6 directions du commerce de la wilaya qui lui sont rattachées, à savoir Saïda,



Tissemsilt, Tiaret, Chlef, Mascara et Relizane pour l'ouverture d'enquêtes au niveau des unités de production (publique et privée) pour vérifier les factures de vente de cette matière et de s'assurer

du respect de l'application des prix officiels. «Les équipes de contrôle des pratiques commerciales et de la répression des fraudes à travers ces directions, vont ouvrir des enquêtes et établir

des procès-verbaux de poursuites judiciaires à l'encontre de toute entreprise de production de lait subventionnée à travers les wilayas en question, qui établit des factures de

compliance», a souligné le responsable. Le directeur régional du commerce a appelé l'ensemble des responsables des unités de production de lait à veiller au respect des prix officiels tels que consignés dans le décret exécutif n° 16-65- en daté du 16 février 2016, qui stipule que la vente du lait pasteurisé est fixé à 23,20 DA le sachet pour les distributeurs. La même source a indiqué que les services de commerce s'investissent également dans la lutte contre le phénomène de vente conditionnée de lait subventionné à travers les unités de production, en faisant observer que les distributeurs de lait ont la liberté de se procurer ce produit subventionné par l'Etat. Pour sa part, la direction régionale du commerce a pris des mesures de précaution pour parer à toute éventualité susceptible de faire obstacle à la disponibilité du lait subventionné, en chargeant les entreprises de production de lait pasteurisé et réglementé à travers les wilayas en question d'assurer le transport du lait et de distribuer à travers les commerces, en plus de l'ouverture de points de vente de ce produit, selon le

Un plus qualitatif dans le traitement

La médecine nucléaire pour améliorer la prise en charge des malades du cancer

Le service de médecine nucléaire, mis en service début janvier dernier au Centre régional anticancéreux (CAC) de Ouargla, constitue un plus qualitatif pour améliorer la prise en charge des cancéreux. Premier du genre dans le Sud du pays, ce nouveau service a été doté d'équipements médicaux de haute technologie, consistant en deux appareils «caméragamma» et le labo-chaud, ainsi que des salles de traitement. Cet acquis ouvrira de larges perspectives thérapeutiques à travers l'accueil, le diagnostic et le traitement, avec précision, des patients, aux premiers stades de leur maladie, leur offrant des prestations thérapeutiques de qualité et de fortes chances de guérison, a souligné le directeur de l'établissement public hospitalier EPH-Mohamed-Boudiaf de Ouargla, Tarek Belbey. Cette structure devra épargner aux malades, grâce aux prestations de diagnostic et de traitement en médecine nucléaire offertes et traduisant les efforts déployés par les pouvoirs publics pour améliorer la prise en charge médicale, les déplacements hors wilaya pour ce type de soins, a-t-

il déclaré. Selon le même responsable, ce service entend assurer de bonnes prestations médicales, à travers les différentes étapes de thérapie, du dépistage précoce à la prise en charge médicale totale. Le D' Abdelfattah Boumlit, spécialiste en médecine nucléaire au niveau du CAC de Ouargla, a soutenu, pour sa part, que la consultation assurée sur base du scanner radio-isotopique s'avère très efficace, avec à l'injection de produits radio-pharmaceutiques pour permettre de déterminer le développement de la maladie dans le corps humain. Il a fait état de l'accueil par ce service, depuis son ouverture, de plus d'une centaine de malades pour diagnostic ou thérapie, notamment les malades atteints de cancer de la thyroïde et de leucémie. Le service réceptionnera prochainement un nouvel accélérateur linéaire (AL) permettant d'améliorer la prise en charge des cancéreux et la réduction des périodes d'attente, a annoncé le même praticien spécialiste, ajoutant que la réception d'un appareil d'imagerie par résonance magnétique (IRM) au niveau de la même structure a

largement contribué à la promotion des prestations, à la satisfaction des patients et du corps médical. Plus de 1 600 cas de cancer ont été recensés ces cinq dernières années dans la wilaya de Ouargla, quelque 900 cas chez les femmes et 700 chez les hommes, a relevé le coordinateur du Registre du cancer à l'EPH-Mohamed-Boudiaf, Hocine Bouaziz. Il a expliqué, dans ce cadre, que les tumeurs diagnostiquées sont liées notamment aux cancers du sein, du col de l'utérus et de l'appareil digestif, chez les femmes, les cancers de la prostate, du poumon et du colon chez les hommes, et la leucémie chez les enfants. Selon le même responsable, le cancer du sein reste l'un des plus dangereux types de cancer atteignant 46 % à 50 %, soit près de 450 cas, suivi d'un taux de 10 % du cancer de l'appareil digestif, (83 cas), le cancer de la thyroïde (42 cas), et d'autres types de cancers. Chez les hommes, le cancer de la prostate est le plus répandu, avec une prévalence de 24 % (162 cas), suivi des cancers du poumon et du colon avec 15 % (186 cas), le cancer

de la vessie (57 cas), en plus de 29 cas de leucémie chez les enfants. Selon les données fournies par le coordinateur du Registre du cancer, l'on relève plus de 160 nouveaux cas enregistrés en 2019 dans la wilaya de Ouargla, en majorité pris en charge au niveau de ce CAC. La prise en charge des cas de leucémie, lancé en 2017 au CAC, a été d'un grand apport pour le secteur de la santé qui s'emploie à améliorer les prestations médicales spécialisées dans la région, notamment au profit des enfants, les plus vulnérables à cette pathologie, leur épargnant les déplacements vers les structures médicales de Batna, Constantine et Alger, a expliqué le spécialiste à l'EPH de Ouargla, le D' Abdelbaki Ferdiya. Près de 400 cas de leucémie ont été pris en charge depuis 2017 au niveau du CAC de Ouargla, qui a été doté des moyens nécessaires et encadré par trois spécialistes en leucémie. Les statistiques du Registre du cancer font état d'une baisse, l'année dernière, du nombre de dossiers de patients déposés au niveau du CAC de Ouargla, par rapport aux trois dernières années où avaient

été recensés près de 100 dossiers de malades par semaine. Dans ce cadre, le D' Issam Debba (cancérologue) a indiqué que le CAC de Ouargla accueille entre 45 à 50 dossiers par semaine, examinés par un corps médical spécialisé mixte algéro-cubain, avant d'orienter le malade selon son cas. D'après le D' Debba a expliqué cette baisse de malades à l'ouverture de structures similaires, dans le cadre du programme national anticancéreux, à travers diverses régions du pays, contribuant ainsi à atténuer la pression sur le CAC régional de Ouargla. Le corps médical du CAC émet le souhait de voir établir un cadre juridique devant assurer son indépendance de l'administration de l'EPH-Mohamed-Boudiaf, et de désigner un directeur et un corps médical propre à lui, avant de signaler le déficit accusé en matière d'encadrement au niveau de cette structure médicale spécialisée. Fruit de la coopération algéro-cubaine, le CAC de Ouargla est encadré par un staff médical couvrant diverses spécialités, à la satisfaction des malades issus de différentes régions.

Accidents de la route

12 morts et 36 blessés ces dernières 48 heures

Douze personnes ont trouvé la mort et 36 autres ont été blessées dans des accidents de la route survenus au cours des dernières 48 heures à travers la territoire national, selon un bilan de la

Protection civile rendu public samedi. L'accident ayant causé le plus de victimes s'est produit à Tamanrasset où 2 personnes sont décédées et 3 autres ont été blessées suite au renversement d'un

véhicule utilitaire à 90 km de la commune de In Guezzam, précise-t-on de même source. Par ailleurs, une personne est décédée dans un incendie urbain qui s'est déclaré dans une habitation

dans la commune de Rélizane, indique le bilan. Les éléments de la Protection civile ont effectué, en outre, des interventions pour produire des soins de première urgence à 10 personnes incom-

modées par le monoxyde de carbone émanant d'appareils de chauffage et chauffe-bains dans des habitations au niveau des wilayas de Guelma, Bouira, Tiaret et Béchar. R. N.

Selon la Banque africaine de développement

La croissance en Afrique n'est pas inclusive

■ Malgré les solides performances de l'économie africaine ces dernières années, la croissance sur le continent n'a pas été inclusive pour éradiquer l'extrême pauvreté des populations, a estimé la Banque africaine de développement (BAD) dans un rapport rendu public à Abidjan.

Par Malek M.

«**B**ien que de nombreux pays aient connu des épisodes de forte croissance, relativement peu d'entre eux ont enregistré une baisse significative de l'extrême pauvreté et des inégalités qui restent plus importantes que dans d'autres régions du monde», a indiqué la Banque africaine de développement (BAD) dans son rapport Perspectives économiques en Afrique 2020. Selon le rapport, les perspectives économiques en Afrique continuent de s'améliorer avec un taux de croissance du PIB estimé à 3,4 % pour 2019 qui devrait s'accroître pour atteindre 3,9 % en 2020 et 4,1 % en 2021. «Cependant, la croissance n'a pas été inclusive, environ un tiers seulement des pays ont réalisé une croissance inclusive réduisant la pauvreté», souligne le rapport, précisant que la croissance a été inclusive dans seulement 18 des 48 pays africains pour lesquels des données sont disponibles. «Personne ne mange le PIB, le PIB doit se ressentir dans la vie quotidienne des populations», a martelé le président de la BAD, Akinwumi Adesina, dans un bref commen-



taire sur le rapport lors de la cérémonie de lancement, appelant à «examiner la vie réelle des populations derrière les chiffres du PIB». Aussi, pour la BAD, la croissance affichée dans plusieurs pays africains n'a pas réduit «de manière significative»

l'écart de consommation entre les riches et les pauvres. Pour rendre la croissance de l'Afrique plus inclusive, le rapport recommande aux pays africains, entre autres, d'intensifier les réformes pour diversifier leur base productive, de renforcer la résilience

aux changements climatiques. Il insiste surtout sur la nécessité de renforcer le capital humain en créant davantage d'emplois dans les secteurs à forte productivité, ce qui implique de prendre des mesures pour améliorer la quantité et la qualité de l'éduca-

tion. Dans cette perspective, le rapport 2020 de la BAD offre aux pays africains de nombreux moyens de former la main-d'œuvre de demain, pour combler les lacunes en matière d'éducation et de compétences en Afrique. **M. M./APS**

Pétrole

Les prix terminent en légère baisse

Les prix du pétrole ont terminé en légère baisse vendredi, chahutés par les inquiétudes liées à l'épidémie de coronavirus apparue en Chine et la possibilité de plus en plus évoquée d'une réunion avancée de l'Opep. A Londres, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en mars a reculé de 13 cents, soit 0,2 %, pour clôturer à 58,16 dollars, son plus bas niveau depuis octobre, et bien loin des 68,91 dollars atteints début janvier. A New York, le baril américain de WTI pour la même échéance a lâché 58 cents, ou 1,1 %, pour finir à 51,56 dollars, son plus bas

niveau depuis début août. Début janvier, il s'échangeait encore à plus de 63 dollars. Les investisseurs redoutent les conséquences de l'épidémie de pneumonie virale apparue en décembre à Wuhan, au centre de la Chine, avant de se propager dans le pays puis à l'étranger. Le coronavirus a fait à ce jour 213 morts et contaminé près de 10 000 patients en Chine continentale. 120 cas ont également été déclarés dans une vingtaine d'autres pays. «L'ampleur des mesures de quarantaine imposées par les autorités chinoises ainsi que la suspension par de

nombreuses compagnies aériennes de leurs liaisons avec le pays posent un risque économique majeur pour la Chine et l'ensemble de l'économie mondiale, ainsi que pour la demande en pétrole», remarque Yujiao Lei, consultante pour le cabinet Wood Mackenzie. «Etant donné que les mesures préventives se concentrent principalement sur l'aviation et le transport public de passagers, la demande en kérosène sera la plus affectée», avance-t-elle. Au total, anticipe l'experte, la demande chinoise de pétrole pourrait diminuer de 250 000 barils par jour au premier tri-

estre. En prenant en compte les autres pays, la demande mondiale sur la même période pourrait être amputée de 500 000 barils par jour. Dans ce contexte, les marchés se font de plus en plus l'écho de la possibilité que l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) et ses partenaires se réunissent plus tôt que prévu pour tenter d'ajuster au mieux et au plus vite leur production afin de soutenir les prix de l'or noir. Le ministre russe de l'Energie a conforté cette idée en reconnaissant vendredi que l'épidémie pouvait «affecter à la baisse la demande en

hydrocarbures». Alors que le cartel et ses partenaires doivent théoriquement se retrouver début mars pour discuter de l'accord les engageant à limiter leurs extractions d'or noir, il a affirmé qu'ils pourraient se réunir «plus tôt». «Nous pouvons nous rencontrer très rapidement si nécessaire», a déclaré Alexandre Novak, ajoutant que tout était encore «en discussion». «Nous sommes prêts à réagir à ces choses-là, mais nous devons pour cela évaluer précisément la situation et surveiller son évolution sur plusieurs jours», a-t-il précisé. **Salem K.**

Etats-Unis

L'inflation annuelle s'est accélérée en décembre à 1,6 %

L'inflation annuelle aux Etats-Unis a accéléré en décembre pour atteindre 1,6 % mais elle est restée inférieure à la cible des 2 % visée par la Banque centrale américaine, selon l'indice PCE. Si l'on exclut les prix volatils des secteurs alimentaire et énergétique, l'indicateur de l'inflation dite sous-jacente a également accéléré à 1,6 % après 1,5 % le mois précédent, selon les données du département du Commerce. L'indice PCE est celui qui est le plus suivi par la Fed pour mesurer l'évolution des prix. Sur un mois, l'indice PCE progresse de 0,3 % avec une baisse de 0,5 % des prix des biens durables compensée

en partie par une hausse de 0,6 % des prix des biens non durables. L'autre indice, PCI, publié le 14 janvier, a fait apparaître une accélération de 0,2 %, tirés notamment par les prix de l'essence. Si une modeste inflation satisfait les consommateurs qui paient moins chers leurs produits, elle inquiète toujours les banques centrales qui redoutent un cercle vicieux vers la déflation. Une inflation trop basse laisse aussi moins de marge de manœuvre à la Fed «pour réduire les taux d'intérêt afin de soutenir l'économie en cas de ralentissement», a rappelé cette semaine Jerome Powell, son président. «Nous sommes détermi-

nés à éviter cela, en particulier ici aux Etats-Unis», a-t-il souligné. En décembre, les dépenses des ménages américains ont augmenté plus vite que leurs revenus avec des hausses respectives de 0,3 % et 0,2 % comparé au mois de novembre. Les analystes s'attendaient, eux, à une hausse de 0,3 % des revenus comme des dépenses. Sur l'ensemble de l'année 2019, la hausse des revenus a ralenti (4,5 % contre 5,6 % en 2018). Les dépenses des ménages, principal locomotive de la croissance aux Etats-Unis, sont également restées soutenues (2,6 %), mais toutefois inférieures à celles enregistrées l'année pré-

cédente (+3 %). L'expansion du PIB de la première économie du monde a ralenti l'an passé à 2,3 % en rythme annuel contre 2,9 % en 2018, avait dévoilé jeudi le département du Commerce. Il s'agit de la première estimation qui est sujette à révision à mesure que l'administration américaine dispose de données plus précises. Le ministère du Travail a parallèlement publié vendredi l'indice du coût de l'emploi pour le dernier trimestre de l'année 2019 qui a augmenté de 0,7 % comme le trimestre précédent et conforme aux attentes des analystes. Sur un an, il est en hausse de 2,7 %. Les salaires, qui représentent

quelque 70 % des revenus, ont avancé de 0,7 % au cours des trois derniers mois de l'année contre 0,9 % au troisième trimestre. Les avantages sociaux (contribution à l'assurance maladie, congé parental...) qui composent les 30 % restants des rémunérations, ont augmenté de 0,5 % également au dernier trimestre, soit moins vite qu'au trimestre précédent (+0,6 %). Sur l'ensemble de l'année 2019, les salaires se sont inscrits en progression de 2,9 % contre 3,1 % en 2018 tandis que les avantages sociaux sont en progression de 2,2 % après 2,8 %.

R. E.

Boumerdès

Baisse de la production de miel pour la 3^e année consécutive

■ La production de miel à Boumerdès a connu une baisse pour trois années consécutives (2017, 2018 et 2019) générant une fluctuation des prix du produit sur les marchés, a-t-on constaté.

Par Nassima A.

« La réduction mellifère en 2019 a reculé à près de 1 790 quintaux, contre près de 2 000 qx en 2018 et 2 100 qx en 2017 », a indiqué Rachid Messaoudi, cadre à la Direction des services agricoles de la wilaya (DSA). Il a fait part d'une « instabilité » enregistrée dans le rendement de la filière depuis 2011, la production ayant atteint à l'époque près de 2 000 qx, avant de reculer l'année d'après (2012) à 900 qx, puis de remonter à plus de 1 900 qx en 2013, contre 1 600 qx en 2014. « Une fluctuation », que nombre d'exposants à la Foire nationale du miel, au même titre que le président du conseil interprofessionnel de la filière apicole de la wilaya, Bouchareb Fouad, impute à de nombreux facteurs, à leur tête « l'abandon de la profession par nombre d'apiculteurs » à cause, estiment-ils, « de problèmes liés aux impôts accumulés et à la commercialisation et autres contraintes administratives, ajouté à cela la hausse des prix des matières premières ». Parmi les facteurs derrière les fluctuations qui surviennent dans les prix, a-t-il dit, « les conditions climatiques défavorables à la floraison, outre la baisse des températures qui ont empêché les abeilles de sortir pour butiner, ce qui les a contraint à se nourrir de la ruche ». Selon nombre d'exposants et producteurs, la contraction de la production « n'a pas eu d'effets notoires sur les prix » du miel, demeurés quasiment au même niveau que ceux des années précédentes, en restant

dans une fourchette entre 3 000 DA à 5 000 DA/kg pour certaines qualités dites supérieures, comme le miel de jujubier. En l'absence d'un marché pour organiser la vente du produit, la coopérative agricole des apiculteurs des Issers (Est de Boumerdès), unique du genre à l'échelle locale, selon son responsable, Djemaatene Ali, œuvre « au maintien de prix abordables pour ce produit, qu'elle écoule dans une fourchette entre 2 500 et 3 500 DA le kilo », a-t-il assuré. L'élevage apicole dans la wilaya de Boumerdès est particulièrement concentré dans les piémonts des Issers, Dellys, Baghlia, Sidi Daoud et Naciria, régions peuplées d'agrumes et autres espèces forestières fournissant les ressources floristiques nécessaires au butinage des abeilles. Le secteur compte



actuellement près de 88.000 ruches, dont 30 000 ruches très productives et 20 000 ruches destinées à la production d'es-

saims, au moment où les autres sont exploitées à d'autres fins multiples en relation avec l'élevage apicole. La Foire nationale du

miel, actuellement en cours à Boumerdès, clôturera la fin du mois.

N. A./APS

En dépit des mesures incitatives à Oran

Manque de main-d'œuvre aux campagnes de cueillette

Plusieurs agriculteurs d'Oran sont confrontés au manque récurrent de main-d'œuvre à chaque campagne de cueillette de la récolte agricole, en dépit des mesures incitatives accordées aux travailleurs saisonniers, ont déploré des propriétaires d'exploitations d'arboriculture fruitière. Le déficit en main-d'œuvre est enregistré notamment lors de la cueillette des olives et de l'orange qui coïncide à la même saison, ce qui nécessite le recours au machinisme pour épargner aux agriculteurs les recherches contraignantes après des travaux manuels, gagner du temps et développer l'agrumiculture, selon le président du conseil interprofessionnel de la filière agrumes de la wilaya d'Oran. Constatant que l'activité de cueillette des légumes et fruits

n'attire pas les jeunes de la région, certains propriétaires d'exploitations agricoles recourent à la main-d'œuvre de wilayas avoisinantes ou à défaut à la vente avant cueillette. Même lorsque la main-d'œuvre s'y prête, elle revient chère à l'agriculteur, a fait savoir le secrétaire général de la chambre d'agriculture de la wilaya. Cette chambre agricole a proposé aux divers dispositifs de soutien à l'emploi des jeunes dont l'Agence nationale de soutien à l'emploi des jeunes (Ansej) et la Caisse nationale d'assurance chômage (Cnac), d'encourager les jeunes à s'orienter vers la création de micro-entreprises spécialisées en équipements et matériel agricoles qui serviraient pour la cueillette, a indiqué Zeddoum Houari. Il a souligné que « le machinisme utilisé même dans le traitement des

plantes est devenu nécessaire pour développer la production agricole et relever le défi de la sécurité alimentaire ». En outre, elle organise des sessions de vulgarisation agricole au profit des agriculteurs afin de les sensibiliser sur l'importance d'utiliser la machine pour la cueillette des récoltes, notamment dans l'oléiculture où la main-d'œuvre est coûteuse (entre 400 et 500 DA par caisse de 20 à 25 kg d'olives), a-t-il ajouté. L'expérience de cueillette mécanique, menée pour la première fois au niveau de l'exploitation agricole « Bouarfa » dans la commune de Sidi Chahmi (Est d'Oran), a été concluante, permettant de gagner du temps et de s'en passer de la main-d'œuvre de cueillette manuelle nécessitant 30 travailleurs au lieu de cinq pour l'autre, s'est réjoui Bouarfa Wassini. **Samy T.**

Jijel

Commercialisation bientôt des premières bananes produites sous serres

Les premières quantités de bananes produites sous serres multi-chapelles dans la wilaya de Jijel seront « bientôt » commercialisées sur les marchés, a annoncé le président de la Chambre locale de l'agriculture, Toufik Bekka. « La reprise

de cette activité dans la wilaya est le fait d'un groupe de jeunes bénéficiaires des dispositifs de l'Ansej et de la Cnac », a indiqué à ce responsable, en marge d'une rencontre au centre culturel islamique Ahmed-Hamani sur « Les techniques de culture de la

banane sous serres multi-chapelles », précisant que la commercialisation des bananes produites débutera vers « la fin du printemps ».

Cette rencontre a regroupé les entreprises spécialisées dans la fabrication des serres multi-

chapelles, les différents dispositifs d'aide à l'emploi de jeunes, les banques publiques et les agriculteurs intéressés par la culture de la banane, a ajouté la même source. M. Bekka a souligné, par ailleurs, que les serres multi-chapelles, d'une hauteur de

six mètres, « permettent d'exploiter de manière intensive des parcelles pas très vastes et d'obtenir des rendements plus grands », indiquant que 1 000 arbustes peuvent être plantés sous chaque serre avec un rendement de 60 à 100 kg par arbre soit, 100 tonnes pour chaque serre.

Selon Mustapha Maazouzi, propriétaire d'une exploitation agricole produisant les plants de bananiers à Tipasa, « l'exploitation des serres multi-chapelles permet de reconstituer artificiellement le climat tropical favorable au bananier et Jijel peut ainsi relancer cette culture qui était très répandue durant les années 1980 dans la wilaya, avant de régresser durant les années 1990 à cause des conditions sécuritaires ».

La rencontre a permis aux participants de soulever diverses questions liées à cette culture et les perspectives de son développement.

O. Y./APS

Mostaganem

Demande croissante sur le gaz butane à l'Est de la wilaya

L'entreprise Naftal a enregistré, dernièrement, une demande croissante sur le gaz butane dans la partie-est de la wilaya de Mostaganem estimée à 36 pour cent, a-t-on appris du service vente au District du gaz liquéfié d'Oran. Fayçal Benhalima a fait part d'une forte demande sur les bonbonnes de gaz butane à la période s'étalant du 1^{er} au 20 janvier dans les communes de l'Est de la wilaya de Mostaganem, estimée à 5 500 bonbonnes, soit un taux en hausse de 36 pc. Naftal a pris plusieurs mesures pour répondre à cette demande et éviter une pénurie et la spéculation de vendeurs illégaux, soulignant que la consommation locale de gaz butane dans cette région a enregistré

une hausse permanente dans les cinq dernières années de 124 pc passant de 5 134 à 115 000 tonnes par an à Mostaganem. Il a été procédé, dans ce contexte, à la création d'une cellule de suivi au niveau du district d'Oran et à l'augmentation de la capacité de stockage au dépôt de Sidi Ali parallèlement au renforcement de l'approvisionnement par trois camions supplémentaires d'une capacité de transport de 735 bonbonnes chacun. Le gaz est distribué directement du centre enfûteur de Mostaganem aux stations qui enregistrent une grande affluence, surtout dans les communes de Khadra, Ouled Boughalem, Tazgait et Achaacha en augmentant la capacité de stockage et en

créant des points de collecte et de stockage des bonbonnes en collaboration avec les communes afin de faciliter l'opération d'approvisionnement en cas de persistance de la vague de froid, a-t-on fait savoir. Naftal a mobilisé tous les moyens humains et matériels pour la production de 12 000 bonbonnes de gaz butane par jour, qui sera revue à la hausse en cas de forte demande au centre de Souk Ellil de Sayada et garantira un approvisionnement régulier en ce produit énergétique, tout en appelant les citoyens à rationaliser la consommation du gaz et les apiculteurs à se rapprocher de ses services pour s'alimenter en gaz propane.

R. R.

Libye/ UA

L'UA établit une feuille de route pour le règlement de la crise en Libye

■ L'Union africaine s'est affirmée sur le dossier libyen en établissant, lors du 8^e Sommet du Comité de haut niveau de l'UA sur la Libye, tenu jeudi à Brazzaville, une feuille de route en vue d'organiser, durant l'année 2020, la «conférence inter-libyenne de réconciliation» visant à mettre un terme à la crise dans ce pays.

Par Moncef G.

Plusieurs fois annoncée ces dernières années, la conférence inter-libyenne de réconciliation devra cette fois-ci se concrétiser avec l'établissement d'une feuille de route fixant les principales étapes de préparation et de la tenue de cette rencontre visant à trouver une solution définitive à la crise qui se secoue la Libye.

Le Sommet de Brazzaville qui a vu la présence de chefs d'Etat et de gouvernement africains, dont le Premier ministre, Abdelaziz Djerad, représentant du président de la République, Abdelmajid Tebboune, a décidé de préparer et de tenir la conférence inter-libyenne de réconciliation, conformément aux décisions pertinentes de l'UA, en concertation avec les pays voisins de la Libye et les Nations unies.

«L'Afrique a reçu mandat d'organiser, au cours de l'année 2020, un forum de réconciliation nationale inter-libyen, préalable à des élections présidentielles et législatives libres et crédibles», a indiqué le président du Comité de haut niveau sur la Libye, Denis Sassou-Nguesso.

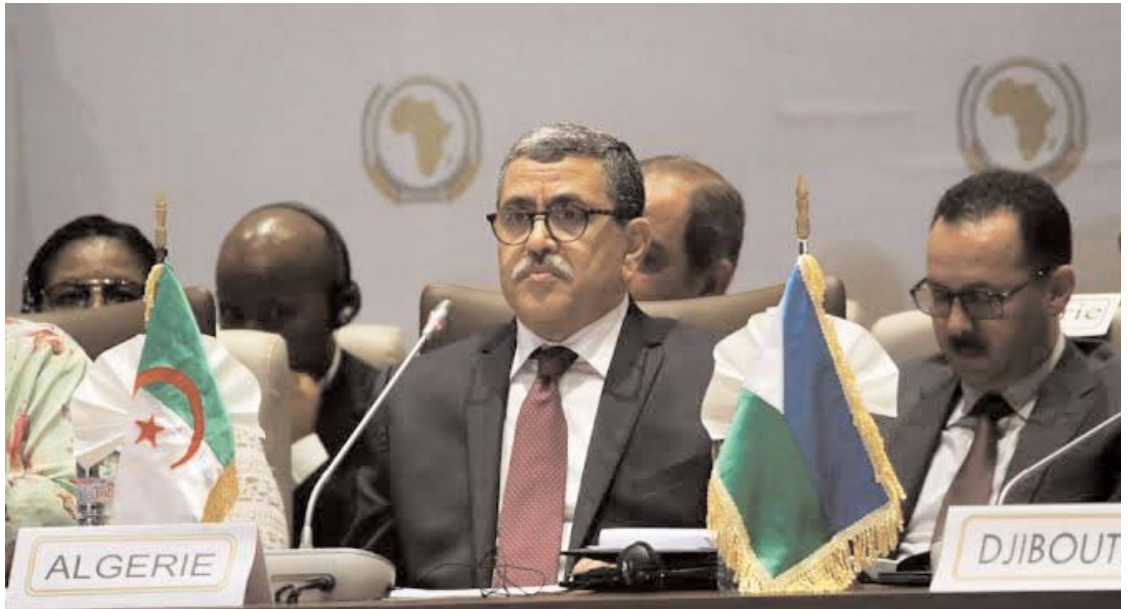
Dans cet ordre d'idées, le Comité a décidé de créer une commission préparatoire inclusive de la conférence qui doit être ouverte à «toutes les parties prenantes libyennes, y compris les chefs de tribus et autres forces politiques et sociales, pour promouvoir une solution durable au conflit».

La feuille de route, adoptée par le Comité de haut niveau, fixe ainsi les principales étapes de ce processus, notamment la création de la commission préparatoire du forum, l'élaboration du calendrier de ses réunions et l'esquisse des ressources financières requises pour le succès de sa mission.

Le forum de réconciliation nationale inter-libyen inclusif devra proposer une période de transition, présenter l'avant-projet de Constitution et suggérer la date du référendum constitutionnel et des élections présidentielles et législatives.

Dans ce cadre, l'Algérie s'est proposée à abriter le forum de réconciliation nationale, indique le communiqué final ayant sanctionné les travaux du 8^e Sommet du Comité de haut niveau de l'UA sur la Libye.

En effet, l'Algérie, par la voix de son Premier ministre, a réitéré, lors de ce sommet, sa «disponibilité» à rapprocher les positions des parties belligérantes en Libye et abriter toute réunion inter-libyenne visant à «contribuer à trouver une solution à la



crise et jeter les bases d'un nouvel Etat stable».

Il avait relevé que l'Algérie, qui se tient à «équidistance» entre les deux parties libyennes, «fait preuve d'un maximum de neutralité, tout en appuyant la légitimité des institutions reconnues au plan international».

Djerad achève sa visite à Brazzaville

Le Premier ministre, Abdelaziz Djerad, a quitté vendredi Brazzaville (République du Congo) où il a pris part au 8^e Sommet du Comité de haut niveau de l'Union africaine (UA) sur la Libye.

M. Djerad, qui représentait le président de la République, Abdelmajid Tebboune, à ce sommet, a réitéré, jeudi, lors des travaux, la «disponibilité de l'Algérie à rapprocher les positions des parties belligérantes en Libye et abriter toute réunion inter-libyenne visant à contribuer à trouver une solution à la crise et jeter les bases d'un nouvel Etat stable».

«L'Algérie, qui se tient à équidistance entre les deux parties libyennes, fait preuve d'un maximum de neutralité, tout en appuyant la légitimité des institutions reconnues internationalement. Elle réitère, aujourd'hui, sa disposition à rapprocher les

positions des parties belligérantes et abriter toute réunion entre les frères libyens pour contribuer à trouver une solution à la crise et jeter les bases d'un nouvel Etat stable», a déclaré M. Djerad.

De son côté, le ministre des Affaires étrangères, Sabri Boukadoum, a affirmé que l'Algérie continuera de jouer un «rôle moteur» dans le règlement «le plus rapidement possible», de la crise libyenne, indiquant que «la solution ne peut-être que politique et pacifique et ne peut venir que des Libyens eux-mêmes avec l'aide internationale et notamment des pays voisins». La nécessité d'une stratégie

consensuelle visant une solution politique négociée en Libye, tout en excluant la solution militaire et l'ingérence extérieure, a été également mise en avant par le président de ce Comité et président de la République du Congo, Denis Sassou Nguesso, à l'occasion de cette rencontre. Le président de la Commission de l'UA, Moussa Faki Mahamat, a salué les initiatives internationales de sortie de crise en Libye, plaidant pour une solution politique «négociée». Le Comité de haut niveau a réaffirmé son ferme attachement à l'intégrité territoriale de la Libye, à son unité nationale et à son indépendance. M. G./APS

Tunisie

Fakhfakh dévoile les axes de son programme gouvernemental

Le Chef du gouvernement tunisien désigné, Elyes Fakhfakh, a dévoilé, vendredi, les principaux axes de son programme gouvernemental pour la prochaine période, rapportent les médias locaux.

«Il s'agit d'une stratégie à moyen terme en sept axes», a-t-il précisé lors d'un point de presse, diffusé en direct sur la chaîne publique Watanya 1.

A ce propos, M. Fakhfakh a cité «la restructuration et la numérisation des institutions de l'Etat à travers le renforcement des ressources du pouvoir local et la promotion de la décentralisation, la réforme de l'enseignement et du système de santé à l'horizon 2040, la modernisation de l'agriculture, la transition énergétique et la conquête de l'Afrique». S'agissant de ses priorités à moyen terme, le Chef du

gouvernement désigné a souligné la nécessité de mettre en place un «nouveau schéma de développement, fondé notamment sur les investissements et la création de la richesse». «Les investissements stratégiques qui seront engagés dans divers domaines devraient garantir la transition économique et sociale, selon une approche participative», a souligné Fakhfakh, jugeant indispensable de réviser l'actuel plan de développement, qui, a-t-il dit, a «prouvé ses limites».

Pour Elyes Fakhfakh, l'Afrique est un marché à conquérir dans la mesure où il s'agit d'un continent en pleine croissance. L'Afrique offre désormais de grandes opportunités pour les investisseurs tunisiens, a-t-il dit, citant notamment les secteurs porteurs comme l'Energie, le

Transport et les banques.

S'exprimant sur l'annonce de la composition de son cabinet, M. Fakhfakh a indiqué qu'elle sera connue la semaine prochaine. «L'objectif n'étant pas de former un gouvernement mais plutôt d'édifier une Tunisie nouvelle», a-t-il dit devant des médias.

Le gouvernement proposé sera composé probablement de 28 membres (27 ministres et un seul secrétaire d'Etat), a-t-on indiqué.

Réunion du Chef du gouvernement désigné avec les chefs de partis pour une coalition gouvernementale

Un document amendé sur le protocole d'accord pour une coalition gouvernementale a été

rédigé, à la suite de discussions avec des représentants des partis lors de séances de travail tenues depuis le mardi 28 janvier, a annoncé jeudi le Chef du gouvernement tunisien désigné, Elyes Fakhfakh, rapporte l'agence TAP.

Dans un bref communiqué, le Bureau d'information d'Elyes Fakhfakh a précisé que le document amendé s'adressait aux composantes de la coalition, selon la même source.

Le président de la République, Kais Saïed, a chargé lundi 20 janvier l'ancien ministre des Finances de former le gouvernement dans un délai d'un mois, après l'échec du gouvernement Habib Jemli de gagner la confiance du Parlement.

Maya H.



Coronavirus

Plus de 250 morts, la Chine de plus en plus isolée

■ La Chine était hier de plus en plus isolée par la crise du nouveau coronavirus, les États-Unis et l'Australie sonnant la charge contre les voyageurs en provenance de ce pays, où l'épidémie a passé le cap des 250 morts.

Par Rosa C.

A lors que les Français rapatriés de la zone au cœur de l'épidémie passaient leur première nuit dans un centre de vacances, le Royaume-Uni, la Russie et la Suède ont fait état de leurs premiers cas de contamination, le virus touchant désormais plus d'une vingtaine de pays. L'Afrique et l'Amérique du Sud semblent encore à l'abri de l'épidémie qui a tué 259 personnes en Chine, après un nouveau record de 46 décès enregistrés en l'espace de 24 heures. Le nombre de personnes contaminées en Chine a également augmenté, atteignant 11 791, soit

plus de 2 100 nouveaux cas pour la journée de vendredi, a annoncé hier la Commission nationale de la santé. Washington a annoncé des mesures exceptionnelles pour fermer ses frontières ou imposer une quarantaine aux voyageurs revenant de Chine et notamment du berceau de l'épidémie – la ville de Wuhan (centre) et sa province du Hubei – selon qu'ils sont américains ou non. A partir de ce soir à 22h00 GMT, les autorités interdiront l'entrée sur leur territoire aux non-Américains s'étant rendus en Chine dans les 14 derniers jours, a décrété le ministre de la Santé Alex Azar. Pour les ressortissants américains, une quarantaine allant jusqu'à 14 jours sera

imposée à ceux qui se sont rendus dans le Hubei dans les deux semaines précédentes. Hier, c'est l'Australie qui a annoncé l'interdiction immédiate d'entrée sur son territoire de tous les non-résidents arrivant de Chine. Des décisions du même type ont été annoncées par plusieurs pays, notamment l'Italie, Singapour ou la Mongolie. Pékin a critiqué ces mesures. «Il n'est pas nécessaire de paniquer inutilement, ni de prendre des mesures excessives», a estimé l'ambassadeur de Chine à Genève, Xu Chen, déclarant que l'Organisation mondiale de la santé (OMS) faisait «pleinement confiance à la Chine». Avant même les dernières annonces américaines, le régime communiste s'en était déjà pris à Washington, qui avait recommandé à ses ressortissants de ne pas se rendre en Chine ou de quitter ce pays s'ils s'y trouvaient. «Les paroles et les actes de certains responsables américains ne sont ni fondés sur les faits ni appropriés», avait fustigé une porte-parole de la diplomatie chinoise, Hua Chunying. L'épidémie semble être partie en décembre d'un marché de Wuhan, métropole placée de facto en quarantaine depuis le 23 janvier. Wuhan et sa région, soit quelque 56 millions d'habitants, sont coupés du monde. Les hôpitaux de la ville, qui rassemble la très grande majorité des cas annoncés dans le pays, sont débordés. Un premier hôpital de mille lits, construit en quelques jours, doit accueillir ses premiers patients demain.



PH. A. D. R.

Ailleurs en Chine, la peur du virus s'est emparée des habitants qui préfèrent rester chez eux et ne sortent le plus souvent que le visage recouvert d'un masque. A l'entrée d'un grand parc de Pékin, inhabituellement désert, un gardien prenait la température des rares promeneurs à l'aide d'un thermomètre électronique et leur intimait l'ordre de se couvrir le visage. « Si vous dépassez 37,3 degrés, on vous met à l'isolement », avertissait-il. Critiqué par de nombreux Chinois, qui accusent les autorités d'avoir tardé à publier des informations sur le virus, le principal responsable politique de Wuhan a avoué «se reprocher» d'avoir ordonné trop tardivement des restrictions aux déplacements. «Je suis envahi par un sentiment de culpabilité, par les remords», a confié Ma Guoqiang,

secrétaire local du Parti communiste chinois (PCC). Dans un contexte de forte inquiétude à l'étranger, un premier avion transportant quelque 200 Français de Wuhan a atterri vendredi près de Marseille. Ils seront mis à l'isolement durant 14 jours dans un centre de vacances à proximité. Deux des rapatriés, qui présentaient des symptômes d'infection, ont été transportés à l'hôpital de la Timone à Marseille, où leurs tests de dépistage se sont finalement avérés négatifs. Un deuxième avion en provenance de Wuhan «devrait pouvoir atterrir dimanche», a annoncé le ministre de la Santé Agnès Buzyn. D'autres pays, notamment l'Inde, l'Allemagne, la Pologne, le Canada, l'Espagne et l'Italie, ont envoyé des avions de rapatriement sur place ou ont prévu de le faire.



Commentaire

Brexit

Par Fouzia Mahmoudi

I l'admettra plus tard, lorsque David Cameron, Premier ministre de la Grande-Bretagne, avait décidé de mettre au pied du mur les partisans d'une sortie du Royaume-Unis de l'Union européenne, en organisant un référendum sur le sujet, une défaite lui apparaissant impossible, persuadé qu'il l'était, qu'une victoire du NON était évidente. Il était convaincu non seulement de la victoire des pro-européens, mais il pensait que la victoire serait si retentissante que cela ferait taire les brexiters pour un long moment et enverrait un signal fort en direction de Bruxelles. Mais contre toute attente, et faisant mentir tous les sondages et analyses faites à ses sujets, le OUI l'emporte ce 26 juin 2016 provoquant une onde de choc qui poussera David Cameron à démissionner. Aujourd'hui, trois ans et demi plus tard, la Grande-Bretagne vient de quitter l'UE. Le Royaume-Uni doit désormais s'atteler à la tâche difficile de rebâtir des relations avec le bloc réduit à 27, mais aussi les grandes puissances comme les États-Unis de Donald Trump qui lui font des appels du pied. À une heure du moment fatidique, pendant qu'un compte à rebours était lancé sur la façade de Downing Street, le Premier ministre Boris Johnson a prédit que le Brexit, dont il a été un promoteur acharné, serait un «succès retentissant», «quels que soient les obstacles». «La chose la plus importante à dire ce soir, c'est que ce n'est pas la fin, mais le début, le moment où l'aube pointe et le rideau se lève sur un nouvel acte de notre grand drame national», a-t-il ajouté, lyrique, promettant «le début d'une nouvelle ère de coopération amicale» avec l'Union européenne. Avec Bruxelles, les termes de la coopération doivent être définis d'ici à la fin de l'année, annonçant dès les semaines à venir des négociations qui s'annoncent épiques et dont l'issue demeure incertaine. Se posant en rassembleur d'un pays qui s'est déchiré pendant près de quatre ans, le Premier ministre Boris Johnson, qui a tout misé sur le Brexit, veille à se garder de tout triomphalisme. Devant ses ministres réunis dans la ville pro-Brexit de Sunderland, il a insisté sur sa volonté de «tourner la page des divisions» et «travailler à toute vapeur» pour rassembler le pays. Londres souhaite aboutir en un temps record, avant la fin de l'année, et exclut toute prolongation de la transition au-delà de 2020. Un calendrier jugé très serré à Bruxelles. Boris Johnson, qui détaillera sa vision en début de semaine prochaine, a déjà clairement annoncé qu'il visait un accord de libre-échange du même type que celui signé par l'UE avec le Canada, sans alignement sur les règles communautaires, quitte à accepter des contrôles douaniers. Bruxelles, qui craint une concurrence déloyale, a d'ores et déjà prévenu : sans «conditions équitables» en matière d'environnement, de travail ou de fiscalité, pas de «large accès au marché unique». Le gouvernement britannique compte profiter de ce qu'il présente comme sa liberté retrouvée pour contrôler plus strictement l'immigration et se rapprocher d'autres grandes puissances, au premier rang desquelles les États-Unis de Donald Trump, qui fait miroiter à Londres un accord «magnifique». Reste à voir dans les prochains mois et les prochaines années si cette sortie était finalement la voie de la réussite pour la Grande-Bretagne, enfin libérée des contraintes multiples et strictes de l'UE, ou si, isolée en Europe et sans liens solides avec ses voisins, elle finira par regretter ses anciens attachements. F. M.

États-Unis Trump devrait être acquitté mercredi à son procès en destitution

Le président américain Donald Trump devrait remporter dès mercredi une retentissante victoire avec son acquittement au Sénat, qui viendra conclure un procès en destitution très politique, en pleine année électorale. Le vote sur les chefs d'accusation qui présent sur le locataire de la Maison-Blanche interviendra mercredi à 16h00 (21h00 GMT), a précisé vendredi le chef de la majorité républicaine, Mitch McConnell, peu après le refus des sénateurs d'entendre des témoins comme le réclamaient les démocrates. Malgré le soutien de deux républicains modérés, la chambre haute du Congrès a rejeté par 51 voix contre 49 la convocation de nouveaux témoins et l'admission de nouvelles preuves. «C'est une grande tragédie», a déploré le leader de la minorité démocrate du Sénat Chuck Schumer. «Les Américains se souviendront de ce jour (...) où le Sénat s'est détourné de la vérité», a-t-il ajouté. Cette

procédure de destitution «a été partisane depuis le premier jour», a commenté sur Twitter le républicain Lindsey Graham, un proche du président. «Finalement, le plus tôt ce procès est terminé, meilleur c'est pour le peuple américain». Ce troisième procès d'un président de l'histoire américaine – le premier sans témoin entendu au Sénat – aura à son terme duré environ trois semaines. Demain, les sénateurs se retrouveront à 11h00 (16h00 GMT) pour entendre les derniers arguments de l'accusation et de la défense. Chaque camp disposera de deux heures. Puis les sénateurs, qui ont pour le moment dû rester silencieux depuis le début du procès, pourront prendre la parole pendant 10 minutes chacun pour exprimer leur opinion. Mercredi, ils devront se prononcer sur les deux chefs d'accusation retenus contre Donald Trump: abus de pouvoir et entrave à la bonne marche du Congrès. La

Constitution imposant une majorité des deux tiers (67 voix) pour déclarer un président coupable, il a toutes les chances d'être acquitté. Lancé à pleine vapeur dans sa campagne de réélection, le milliardaire républicain est pressé d'en finir. Ses proches avaient fait savoir qu'il espérait être blanchi avant de prononcer son traditionnel discours sur l'état de l'Union, mardi soir devant le Congrès. Il ne pourra pas non plus crier victoire dans une interview sur la chaîne préférée des conservateurs Fox prévue avant le Super Bowl, la finale du championnat de football américain, un événement qui réunit environ 100 millions de téléspectateurs. Au nom de «l'équité» et pour marquer les esprits à moins de 300 jours de la présidentielle, les démocrates avaient réclamé l'audition de plusieurs proches du président, dont les témoignages avaient été bloqués par la Maison-Blanche lors de l'enquête parlementaire.

Maison de la culture Mouloud-Mammeri de Tizi Ouzou

Exposition du plasticien Djamel Hoceini

■ Le plasticien Djamel Hoceini expose ses œuvres au hall de la maison de la culture Mouloud-Mammeri de Tizi Ouzou. Organisée sous le thème «Regard sur l'art figuratif», cette exposition se veut un espace où le public peut découvrir les rues, la ville ainsi que les sites repères de la ville de Tizi-Ouzou. Réalisées en aquarelle, les œuvres exposées sont riches en couleurs.

Par Abla Selles

Le hall de la maison de la culture Mouloud-Mammeri de Tizi Ouzou est garni de belles œuvres artistiques mettant en valeur l'architecture, les rues de la ville ainsi que les sites repères. C'est dans le cadre d'une exposition individuelle que les œuvres exposées prennent le public dans un voyage de découverte dans les différents coins, ruelles, village et édifices culturels de Tizi Ouzou. Signée Djamel Hoceini, l'exposition met en valeur la beauté de la ville, la simplicité de sa population ainsi que la richesse culturelle de cette région de notre pays.

Intitulée «Regard sur l'art figuratif», cette exposition est aussi un hymne à la beauté, la liberté et surtout l'optimisme. D'ailleurs, une variété de couleurs entre chaudes et froides est utilisée dans les différentes œuvres exposées. Pour l'artiste, c'est une manière de partager un regard plein de vie, de rêves et d'ambitions. L'exposition présente aussi un regard sur le passé à travers des sites et images du patrimoine ainsi qu'un autre sur le contemporain. Les deux regards

mettent en valeur la pluralité culturelle de notre pays ainsi que l'authenticité des lieux.

Dans cette exposition, le visiteur peut admirer une série de tableaux qui présentent des sites repères de la ville de Tizi-Ouzou, dont la maison de l'artisanat, le square 1^{er}-Novembre, l'ancien hôtel de ville ainsi que quelques carrefours et vieilles mosquées.

Puis, l'artiste sort le visiteur de ce milieu «citadin» pour le plonger dans l'authenticité des maisons traditionnelles et le guider à travers les ruelles étroites des anciens villages. Il lui fait aussi partager la beauté des paysages naturels, le faisant voyager à travers les forêts, les prairies et les rivières. D'ailleurs, la beauté de la nature dans la région a pris une grande partie dans cette exposition.

S'exprimant sur sa reconversion de la musique à l'art plastique qu'il pratiquait lorsqu'il était étudiant en faisant des portraits de ses camarades avant d'opter pour des études en musicologie, Djamel Hoceini a dit avoir renoué à partir de l'année 2000 avec les pinceaux, ajoutant s'être passionné pour le monde de la peinture à l'âge de 10 ans.

«Pour moi, il s'agit d'une aven-



ture. Je ne suis pas plasticien de formation, lorsque je peins jessaie de peindre les sons, je réfléchis musicalement et c'est pour cela qu'il y a beaucoup de couleurs dans mes œuvres même si on y retrouve aussi des touches de mélancolie avec des couleurs

un peu sombres», a-t-il dit.

Les bruits d'une ville, le calme d'un village, le bruissement des feuilles, le murmure d'un ruisseau, le brouhaha d'une foule, sont autant de sources d'inspiration pour ce musicien-peintre qui est en «quête d'un équilibre entre

les deux arts», a-t-il dit. L'exposition de Djamel Hoceini, musicologue de formation et plasticien en début de carrière, a été inaugurée vendredi à la Maison de la culture Mouloud-Mammeri de Tizi-Ouzou.

A. S.

Littérature

Hajar Bali signe son premier roman «Ecorces»

Dans son premier roman intitulé «Ecorces», Hajar Bali propose une saga familiale où, sur plusieurs générations, des histoires de femmes courage et d'amours impossibles se mêlent à des destinées d'hommes psychologiquement inhibés, étouffés qu'il sont par des figures de mères dominatrices.

Ce roman de 276 pages, paru récemment aux éditions Barzakh, dresse une galerie de portraits, des personnages aux vies interdépendantes, représentant quatre générations issues d'une même lignée avec, en trame de fond, des épisodes marquant dans l'histoire de l'Algérie à partir de la seconde moitié du XX^e siècle.

AGEND'ART

Siège de la Fondation Ahmed et Rabah-Asseleh

Jusqu'au 18 février :

Exposition collective d'arts plastiques «Un rêve... trois regards» avec l'architecte Chafa Ouzani (Bejaïa), les artistes plasticiens Djamel Talbi (Tizi-Ouzou) et Mourad Abdelouai (Aïn Beïda).

Musée d'art moderne d'Oran

Jusqu'au 2 février :

Exposition artistique collective avec la participation de 33 artistes plasticiens, à l'occasion du 37^e anniversaire de la fondation de l'Union nationale des arts de la culture (Unac).

Nour, brillant étudiant en mathématiques de 23 ans, vit sous le même toit que sa mère Meriem, sa grand-mère Fatima et son arrière-grand-mère Baya. A cette promiscuité, intenable, s'ajoutent le poids du secret et des non-dits qui rendent encore plus suffocante l'atmosphère dans le minuscule appartement.

C'est que dans ce «gynécée», Baya, la matriarche de la famille, règne en maître sur tout malgré son impotence et son grand âge. Elle est la gardienne de la mémoire familiale et la garante d'un ordre établi que l'arrière-petit-fils veut définitivement rompre pour «s'ouvrir au monde, à la vie et l'amour».

Certes, l'aïeule est «une femme courage qui a bravé les interdits et les mœurs de son temps» pour s'émanciper et protéger son fils unique : jeune

maman répudiée, Baya décide d'«enlever» son fils Haroun et de fuir Constantine pour Sétif où elle se met au service d'une famille de colons. Elle fuira à nouveau cette ville, quand surviennent les massacres du 8 mai 1945.

Employée dans une usine, Baya, dans un réflexe de protection, ira jusqu'à inscrire son fils à l'école sous le prénom de Vincent. A vingt ans, Haroun, moudjahid de la première heure à l'insu de sa mère, est arrêté pour son implication dans l'assassinat d'un maire. Ne sachant si son fils est mort ou vivant, Baya le cherchera pendant sept ans au cours desquels elle lui choisira une épouse, un métier (menuisier) pour lui interdire, à son retour, de parler en public en simulant une invalidité due à d'anciennes tortures. Plus de vingt ans après, Kamel, fils de

Haroun et petit-fils de Baya, dont l'avenir est tout tracé dans la menuiserie, tentera de se libérer du carcan familial et vivre l'amour qu'il s'est choisi. Mais il devra vite abdicquer devant l'intransigeance de sa mère et de sa grand-mère.

La propension de Baya de vouloir tout régenter sous prétexte de protéger les siens, finit par dévitaliser les hommes de la famille.

Réduits au silence, Haroun comme Kamel se terrent dans l'atelier de menuiserie. «Anti-héros par fatalité», ils sont telles des ombres, n'ayant aucune prise sur leur vie, même intime.

Kamel finit cependant par se marier et connaître les joies de la paternité avec l'arrivée de Nour, avant d'être rattrapé par l'adversité. Il finira en prison où il vivra l'enfermement comme une échappatoire à une vie sans hori-

zons et sans amour.

Devenant adulte, Nour devra remonter le fil de cette saga lourde de non-dits qui ressurgissent quand, à son tour, il tentera de se défaire de la chape familiale et de briser le cycle de l'échec qui semble poursuivre, telle une malédiction, la lignée des hommes de sa famille, les uns après les autres. Cette saga atypique se déroule en bonds et rebonds hasardeux où les personnages s'entremêlent souvent, avant que les filiations ne se clarifient au fil du récit qui gagne progressivement en fluidité.

Hajar Bali a écrit en 2009 «Rêve et vol d'oiseau», un recueil de pièces de théâtre dont certaines ont été adaptées en Algérie et à l'étranger. En 2014, elle publie un recueil de nouvelles intitulé «Trop tard».

M. K.

Festival international du cinéma éducatif espagnol

L'ambassade sahraouie à La Havane donne le coup d'envoi

Les organisateurs du Festival international du cinéma éducatif espagnol ont choisi l'ambassade sahraouie dans la capitale cubaine, La Havane, pour donner le coup d'envoi de cette manifestation, à laquelle a assisté l'ambassadeur sahraoui, Maoulainain, qui a mis en avant le rôle du cinéma à faire transmettre la voix des peuples, saluant le geste de solidarité avec la lutte du peuple sahraoui et sa cause.

Le Festival international a débuté en présence d'une pléiade de cinéastes cubains, espagnols et des membres de l'ambassade sahraouie à Cuba.

Dans son intervention, le président dudit festival, Giuseppe Ripoll, a annoncé que la prochaine édition du festival sera organisée au camp de réfugiés sahraouis de Smara, en solidarité avec le peuple sahraoui et sa cause.

Dans une allocution lue par le diplomate sahraoui Mohamed Ali Salem, l'ambassade sahraouie a affirmé que «le cinéma est un noble message de solidarité des peuples du monde».

L'ambassade sahraouie a également évoqué la lutte du peuple sahraoui et sa lutte par divers moyens légitimes pour arracher son droit à la liberté et à l'indépendance.

L. B.



Fiorentina Ghezal a failli signer à Anderlecht

RACHID GHEZZAL pourrait déjà quitter le club de Florence. À en croire le média Belge «*Het Nieuwsblad*» le joueur formé à Lyon a été proposé au club d'Anderlecht mais les dirigeants de ce dernier auraient refusé le prêt du joueur de Leicester.

La raison du refus n'est pas liée à son niveau qui n'est plus au top depuis quelques années

mais à cause de son gros salaire (2,5 millions d'euros par an). Un salaire qu'Anderlecht ne peut assumer même si Leicester décide de partager les frais.

Ghezal aura pour chance ce dernier jour de mercato pour chercher un nouveau club et retrouver du temps, lui qui est peu utilisé par son club actuel, surtout après le départ de Montella.

USM Alger Haddouche file vers l'A.Saoudite, Benchaâ signe à CS Sfax

LIBÉRÉ DÉBUT janvier par l'USM Alger, le latéral ou ailier gauche de 26 ans, Zakaria Haddouche, rejoint à son tour l'Arabie saoudite.

L'ancien international U23 rejoint un club de D2 saoudienne, Al Khaleej Club actuellement 15^e. Haddouche n'a joué que 9 matchs en première partie de saison avec l'USM Alger. Par ailleurs, le jeune attaquant, Zakaria Benchaâ a, lui, signé sous forme de prêt d'une durée de six mois avec option d'achat chez le club tunisien du CS Sfax.

Le coût de la transaction est estimé à 60 000 dollars, ce qui fait une belle rentrée d'argent pour les Rouge et Noir qui pourront souffler quelque peu, eu égard à la crise financière aiguë que vit le club depuis l'entame de la saison. Les dirigeants qui sont satisfaits de la transaction, espèrent s'en tirer à bon compte et continuer à gérer la situation dans l'espoir de terminer la saison sur le podium pour sauver les meubles, surtout après avoir raté le coche lors de la compétition africaine. **R.S.**

2^e manche de la Coupe d'Algérie de cyclisme (2^e étape) Les cyclistes du GSP haut la main

LES CYCLISTES du Groupement Sportif des Pétroliers (GSP) ont confirmé leur domination, vendredi, dans la deuxième étape de la 2^e manche du Tour d'Algérie de cyclisme de l'année 2020. Chez les séniors, le GS Pétroliers a rafilé les trois premières places grâce à Ayoub Sehiri, Azzedine Lagab et Yacine Hamza. Chez les juniors, la première place a été décrochée par Hamza Amari du GS Pétroliers, suivi de Zaki Boudar du club El Majd de Blida et Salah Eddine Cherki du club Amel El Maleh (Ain Temouchent). Cette manifestation sportive organisée par la Fédération algérienne de cyclisme (FAC) en coordination avec l'association locale de cyclisme Crispine et la Direction de la jeunesse et sports, a débuté jeudi

et devrait se clôturer hier. La deuxième étape de cette manche a été marquée par la participation de 51 cyclistes représentant plusieurs clubs et wilayas du pays qui ont parcouru 102 km à partir de Tébessa, en passant par Bir Mokadem, Chrèa et Griguer jusqu'à la commune de Hamamet. La seconde étape s'est déroulée dans de bonnes conditions, au cours de laquelle les coureurs se sont battus pour décrocher les premières places, sous les encouragements et les applaudissements des habitants des différentes communes qu'ils ont traversées. Les coureurs ont parcouru hier, dernier jour de la compétition, plus de 100 km dans un circuit fermé entre Tébessa et Hamamet, selon les organisateurs.

Tennis/Tournoi international ITF juniors FTT2 Bekrar sortie en quarts

L'ALGÉRIENNE Ines Bekrar (331^e mondiale juniors) a été éliminée jeudi soir en quarts de finale du tournoi international de tennis ITF juniors FTT2, qui se dispute à Tunis (Tunisie), après sa défaite devant la Suissesse Sebastiana Scilipoti par deux sets à zéro (2-0). L'Algérienne a

perdu le premier set 6-1, avant de tomber au second 6-3 face à Scilipoti, tête de série N1.

La vice-championne d'Algérie seniors (16 ans) avait dominé au premier tour la Russe Kristina Kudryavtseva (6-1, 6-4), avant de s'imposer face à la Bulgare Daria Shalamanova (3-6, 7-6, 6-1).

Handball/ Sanction de la CAHB Quatre ans de suspension pour la Tunisie

LA CONFÉDÉRATION africaine de handball (CAHB) a décidé d'infliger une amende de 15 000 euros à la Fédération tunisienne de handball (FTHB) ainsi qu'une interdiction d'organiser des événements sportifs, toutes catégories confondues, pour une durée de quatre ans. Cette décision intervient suite aux événements ayant émaillé la

finale de la 24^e Coupe d'Afrique des nations (CAN-2020) entre la Tunisie et l'Égypte, disputée dimanche dernier à la salle olympique de Radès. La finale avait été interrompue à deux minutes de la fin pour plusieurs minutes, suite à l'agression d'un joueur égyptien et au jet d'objets sur la surface de jeu par les supporters.

CR Belouizdad Korichi exige la LDC de Dumas

■ Le manager général du CR Belouizdad, Toufik Korichi, a indiqué, dans des déclarations récentes, qu'il a été clair avec l'entraîneur français, recruté lors de ce mercato d'hiver en remplacement d'Amrani, à savoir Franck Dumas, en lui demandant de décrocher une place qualificative à la Ligue des champions d'Afrique, qui reste le principal objectif du club, même s'il est encore en course pour la Coupe d'Algérie et la Supercoupe.



Dumas a le soutien de Korichi

Par Mahfoud M.

«**J** ai dit à Dumas que je souhaitais obtenir une place qualificative à la LDC et pourquoi pas décrocher le titre si cela est possible», dira le premier responsable du club belouizdadi, qui avouera que ce serait extraordinaire si le CRB gagne le titre de champion, mais sait que cela ne sera pas facile. Il expliquera aussi qu'il prend sur lui la responsabilité d'avoir ramené Dumas et les nouvelles recrues,

sachant qu'il devait prendre une décision de renforcer l'équipe avec des éléments capables d'apporter le plus escompté, surtout que la phase retour s'annonçait difficile. Il apportera aussi une précision de taille, à savoir qu'il est manager général et non directeur général, et que son rôle s'arrête à fournir tous les moyens à l'équipe première, alors que le DG s'occupe de la politique générale du club et donc ses prérogatives sont plus larges que les siennes, lui qui est là pour apporter un coup de pouce à l'équipe pour continuer

sa belle série de résultats décrochés jusqu'à maintenant et qui lui a permis de terminer champion d'automne. Revenant sur l'ancien entraîneur de l'équipe qui avait décroché la Coupe d'Algérie la saison, Abdelkader Amrani, et qui avait été poussé vers la porte de sortie après une grosse pression exercée sur lui, il affirmera que personnellement il était pour son maintien et que c'est lui qui a voulu partir de même que le préparateur physique, Kamel Boudjenane, qui effectuait un bon travail avec l'équipe. **M. M.**

Qatar Benyettou s'illustre avec Al-Wakrah

Mohamed Benyettou a fait son meilleur match de la saison lors de la victoire avec Al-Wakrah face au Shahaniyah (4-1) pour le compte de la 14^e journée du championnat du Qatar.

En effet, l'attaquant algérien a inscrit un doublé et délivré une passe décisive pour offrir les trois points à son équipe. Benyettou a ouvert le score à la 21^e minute avec un tir croisé de

l'extérieur de la surface. En deuxième mi-temps, avec le score 2-1, Al-Wakrah a inscrit le troisième but sur un superbe travail de Benyettou qui a effacé le défenseur dans le couloir droit avant de servir son coéquipier avec une passe parfaite. L'attaquant algérien a tué le match dans le temps additionnel avec un tir puissant de l'intérieur de la surface pour porter son

totale cette saison à 10 buts en 14 apparitions.

Avec son doublé, Benyettou rejoint ses deux compatriotes, Yacine Brahimi et Sofiane Hanni, à la deuxième place du classement des buteurs avec 10 buts. Le trio algérien est derrière un autre Algérien, Baghdad Bounedjah, auteur de 12 buts en championnat cette saison.

SSC Naples Ghoulam reprend les entraînements

Le défenseur international algérien de Naples (Serie A italienne de football), Faouzi Ghoulam, de retour de blessure, s'entraîne en solo, rapportent hier des médias italiens. L'ancien sociétaire de l'AS Saint-Etienne (Ligue 1/France) qui n'est pas dans les plans de son entraîneur, aurait refusé quelque offres et espère retrouver sa place durant la phase retour du championnat italien.

Ghoulam (28 ans) espère convaincre son entraîneur Gattuso, lui qui était l'un des meilleurs latéraux gauches au monde avant sa blessure au genou face au Manchester City en 2017. L'Algérien qui compte cinq apparitions seulement en championnat depuis le début de la saison, n'a toujours pas réussi à retrouver d'une manière régulière les terrains depuis sa rupture des

ligaments du genou droit contre Manchester City en novembre 2017. Il a d'ailleurs fait l'impasse sur la dernière CAN-2019 remportée par l'Algérie en Égypte pour mieux revenir cette saison. Le latéral gauche algérien avait rejoint Naples en janvier 2014, en provenance de Saint-Etienne, pour un contrat de quatre ans et demi qu'il avait prolongé en décembre 2017 jusqu'en 2022.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Tlemcen

Plantation de mille arbustes au barrage «Mefrouch»

MILLE arbustes ont été plantés samedi au niveau du barrage «Mefrouch» surplombant la ville de Tlemcen, à l'initiative de la section de Tlemcen de l'association nationale «Fidélité au serment», comme première phase d'une série d'opérations de reboisement, a indiqué la vice-présidente Amir Samira. La campagne se poursuivra par d'autres opérations de reboisement devant permettre la plantation de plus de 11 000 arbustes à travers toutes les communes de la wilaya de Tlemcen. L'opération de reboisement, organisée au niveau du barrage précité au titre de la campagne nationale de reboisement «Un arbre pour chaque citoyen», est une première étape, à laquelle ont pris part des éléments de l'Armée nationale populaire et de la Conservation des forêts, des écoliers et des représentants de la société, sera suivie par une ultime opération prévue le 18 février coïncidant avec la journée du chahid, a fait savoir la même source. La campagne nationale de reboisement «Un arbre pour chaque citoyen», lancée en octobre dernier à travers l'ensemble du territoire national, a permis jusqu'à ce jour, la plantation de 60 000 arbustes dans la wilaya de Tlemcen, a indiqué un responsable de la Conservation des forêts. L'objectif global de reboisement prévu pour la wilaya est de l'ordre de 160 000, a précisé Lachgar Mohamed. Ces opérations visent le repeuplement du couvert végétal dévasté par le feu dans les dernières années et le renforcement des espaces verts urbains et suburbains pour améliorer le cadre de vie des citoyens, a souligné le même responsable.

Yanis G.

Reddition d'un terroriste à Tamanrasset

Un pistolet mitrailleur, trois chargeurs et des munitions récupérés

UN PISTOLET mitrailleur de type kalachnikov, trois chargeurs et une quantité de munitions ont été récupérés vendredi par un détachement de l'Armée nationale populaire, suite à la reddition, la veille, d'un terroriste à Tamanrasset, indique samedi un communiqué du ministère de la Défense nationale. «Dans le cadre de la lutte antiterroriste et grâce à l'exploitation de renseignements à la suite de la reddition du terroriste dénommé "Mansouri El Tayeb", dit "Tarek", le 30 janvier 2020, aux autorités militaires à Tamanrasset/6e Région militaire, un détachement de l'ANP a récupéré, le 31 janvier

2020, un pistolet mitrailleur de type kalachnikov, trois chargeurs et une quantité de munitions», précise la même source. Dans le même contexte et «en coordination avec les éléments de la Gendarmerie nationale, des détachements de l'ANP ont appréhendé, deux éléments de soutien aux groupes terroristes à Relizane et Skikda, tandis que deux caches pour terroristes ont été découvertes et une bombe de confection artisanale a été détruite à Djelfa», ajoute le communiqué du MDN.

A. M.

Relizane/Pour défaut de facturation

Saisie de plus de 360 quintaux de maïs et de blé tendre

LES ÉLÉMENTS de la Gendarmerie nationale à Relizane ont saisi 361 quintaux de maïs et de blé tendre pour défaut de facturation, a-t-on appris samedi de ce corps de sécurité. Cette quantité de maïs et de blé tendre a été saisie dernièrement dans deux opérations distinctes dans le cadre de la lutte contre le crime à travers le territoire de la wilaya et les efforts visant la protection de l'économie nationale contre la contrebande et la fraude, a-t-on souligné. La première opération a eu lieu lors d'un barrage de contrôle fixe dans la commune de Relizane lorsqu'un tracteur à remorque chargé de plus de 271 quintaux de maïs a été intercepté. Dans la deuxième opération et au même barrage, la fouille d'un camion a permis de décou-

vrir 90 qx de blé tendre sans facture. Les marchandises ont été saisies et une procédure judiciaire a été engagée à l'encontre des leurs propriétaires pour défaut de facturation, a-t-on indiqué.

M. L.

Le royaume-uni quitte l'Union européenne



KOMIS

Djalou@hotmail.com

Criminalité

Arrestation d'un individu ayant extorqué 500 millions à son collègue comptable

■ La Brigade de recherche et d'intervention (BRI) relevant des services de la Sûreté d'Alger a arrêté un individu qui a agressé le comptable de l'entreprise où il exerçait, une société privée de distribution de lait et lui a extorqué la somme de 500 millions de centimes, indique samedi un communiqué des mêmes services.

Par Slim O.

Interpellé par les services de Sûreté d'Alger, le mis en cause, employé dans une société privée de distribution de lait, a agressé, avec deux complices, repris de justice, son collègue comptable, en lui extorquant sa valise contenant la somme de 500 millions de centimes, précise le communiqué. La BRI a réussi à arrêter le suspect au niveau de la ville de Zéralda (Alger-Ouest). Confronté aux charges retenues contre lui, le suspect a reconnu avoir commis le vol, en compagnie de deux acolytes, en fuite, qui ont été identifiés (des repris de justice), souligne le communiqué, ajoutant que les recherches sont en cours en vue de leur arrestation. Un montant de 121 millions de centimes et un téléphone portable ont été récupérés. Après

finalisation des procédures légales en vigueur, le mis en cause a été présenté devant le procureur de la République territorialement compétent, qui a

ordonné son placement en détention provisoire, conclut le communiqué.

S. O./APS

Autoroute

Reprise de la circulation sur le tunnel autoroutier d'Ain Chriki (Bouira)

LA CIRCULATION automobile a repris samedi sur le tunnel autoroutier d'Ain Chriki à Djebahia (Ouest de Bouira) après quatre jours de travaux de mise à niveau effectués sur la voie menant vers Constantine, a indiqué à l'APS le directeur général de l'Algérienne des autoroutes (ADA), Ali Khlifaoui. Lancés depuis mardi à minuit, les travaux rentrent dans le cadre de la mise à niveau de la sécurité du tunnel autoroutier de

Djebahia (Bouira). «Les travaux ont porté sur l'installation des équipements de contrôle de sécurité, le revêtement de la chaussée du tunnel autoroutier en béton à l'intérieur et aux entrées et sorties des tubes du tunnel sur un linéaire de 1 400 m avec le recours à la technologie de géo-grille», a expliqué M. Khlifaoui. «Cette opération permettra d'améliorer la résistance à la déformation de l'ensemble de la couche routière. Les travaux ont été achevés depuis vendredi soir et la circulation a repris le plus normalement pour la voie menant vers Bouira», a-t-il précisé. Pour l'autre voie menant vers Alger, le même responsable a annoncé qu'une opération similaire serait lancée les 4, 5 et 6 février en cours afin de mettre à niveau cette partie. Le directeur général de l'ADA a appelé les usagers à la prudence et à modérer leur vitesse aux abords des chantiers pour leur propre sécurité et celle du personnel travaillant sur l'autoroute. Ghani Y.

R. I.

Canada

Trois morts dans une fusillade à Toronto

TROIS personnes ont été tuées et deux autres blessées lors d'une fusillade, tard vendredi soir, dans un appartement loué sur la plateforme Airbnb dans le centre de Toronto, la métropole économique canadienne, a indiqué la police. Trois personnes ont été tuées par balle et une quatrième a été blessée, a précisé la police dans un tweet. Une cinquième victime a été blessée à l'arme blanche. Sa vie n'est pas en danger. Aucune indication n'avait été donnée samedi matin sur l'identité des victimes ou les motivations de ces violences. Le

chef de la police de Toronto Mark Saunders a demandé aux éventuels témoins de la fusillade de se manifester et de contacter la police. Les victimes sont toutes de jeunes hommes, a indiqué la chaîne publique CBC. Les échanges de coups de feu, souvent attribués à la violence entre gangs, ne sont pas rares à Toronto. La capitale économique canadienne a été le théâtre l'an dernier de quelque 490 fusillades, qui ont fait 44 morts, selon les statistiques de la police.

R. I.